

JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES : LES OUBLIÉS DE LA FÊTE

© OLGA IHNATSEVA / ISTOCK

FICHE 2



POUR TÉLÉCHARGER :
AGIR CONTRE L'EXPLOITATION
EN MARGE DES GRANDS
ÉVÉNEMENTS SPORTIFS

L'EXPLOITATION ET LA TRAITE DES PERSONNES

DIFFÉRENTES FORMES DE TRAITE DES PERSONNES À PRENDRE EN COMPTE AUSSI LONGTEMPS QUE NÉCESSAIRE

Le Secours Catholique-Caritas France avec ses partenaires du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains »¹ agit auprès des institutions afin de **prévenir l'exploitation sous toutes ses formes : exploitation sexuelle, exploitation au travail ou dans la sous-traitance et esclavage domestique, exploitation à partir de plateformes numériques – ménage, déplacement, construction, nettoyage, maintenance, sécurité... –, contrainte à commettre des délits ou crimes, obligation à mendier...**

Or l'expérience montre que **les grands événements sportifs sont propices à l'accroissement de ce type de**

phénomènes. C'est pourquoi, à l'occasion de cet événement international qui se déroule en France, le Secours Catholique est attentif à ce que les éventuelles victimes puissent être prises en compte avant, pendant et après les Jeux Olympiques et paralympiques.

DES INITIATIVES CONCERTÉES ENTRE ASSOCIATIONS ET INSTITUTIONS

Depuis 2023, des démarches sont réalisées **auprès de différentes institutions françaises et internationales** : mission interministérielle chargée de la lutte contre la traite des êtres humains dont la nouvelle secrétaire générale a été ministre des sports, Roxana Maracineanu ; Ministère de la Culture pour les activités culturelles développées à

1. Associations membres du Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » : Action Catholique des Femmes, AFJ, Agir Contre la Prostitution des Enfants, Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme, Amicale du Nid, Armée du Salut, Association pour la Réadaptation Sociale, Aux Captifs la libération, Comité Contre l'Esclavage Moderne, Comité Protestant évangélique pour la Dignité Humaine, Congrégation Notre Dame de Charité du Bon Pasteur, Conseil Français des Associations pour les Droits de l'Enfant, ECPAT France, Fédération des acteurs de Solidarité, Fédération de l'Entraide Protestante, Espoir CFJD-Jeunes errants, Fondation Jean et Jeanne Scelles, Hors la rue, Justice et Paix France, Koutcha, La Cimade, La Voix de l'Enfant, Les Champs de Booz, Mouvement du Nid, Organisation Internationale Contre l'Esclavage Moderne, Planète Enfants & Développement, SOS Esclaves, Secours Catholique - Caritas France qui coordonne le Collectif. www.contrelatraite.org

l'occasion des jeux olympiques ; Ministère de l'Intérieur et ses relais spécialisés sur le terrain, Police ; OCRETH (traite à des fins d'exploitation sexuelle) ; OCLTI (exploitation au travail) ; Ministère de la Justice ; Elysée dans le cadre d'une réunion de travail Jeux Olympiques et Paralympiques Femmes. D'autres démarches sont en cours avec la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH), rapporteur indépendant en France sur la traite des êtres humains auprès des organisations internationales. La France ayant été évaluée en 2023 par des instances des Nations Unies, le Conseil des droits de l'Homme dans le cadre de l'Examen périodique universel et le Comité des droits de l'enfant, les questions des droits des personnes dans le cadre de rassemblements internationaux sportifs, culturels et artistiques ont été abordées.

EN 2022, EN FRANCE, 4 363 VICTIMES DE TRAITE DES ÊTRES HUMAINS ONT ÉTÉ REPÉRÉES PAR LES ASSOCIATIONS

Un chiffre que l'on peut considérer en deçà de la réalité tant certaines formes d'exploitation sont difficiles à déceler et beaucoup de victimes demeurent invisibles. On peut répartir en quatre grandes familles les types d'exploitation qui risquent d'augmenter à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques.

L'EXPLOITATION PAR LE TRAVAIL ET L'ESCLAVAGE DOMESTIQUE

En marge des grands événements sportifs, la forte demande en main-d'œuvre et les grands projets, pour lesquels on recourt généralement à un voire plusieurs niveaux de sous-traitance, peuvent être propices à l'exploitation par le travail. Malgré les initiatives prises pour éviter des conditions de

travail dégradées, en particulier l'adoption d'une charte sociale, avec un comité de suivi et une multiplication des contrôles sur les chantiers, l'impossibilité de prendre du retard sur les chantiers, par exemple, peut encourager une entreprise donneuse d'ordre à être moins vigilante sur les conditions de travail imposées aux ouvriers engagés par ses sous-traitants. De même, le fort besoin en emplois précaires (sécurité, nettoyage, etc.) lors des événements, peut favoriser l'emploi massif de personnes non-déclarées et sous-payées que l'on va faire travailler de manière intensive.

LA CONTRAINTÉ À COMMETTRE DES DÉLITS OU CRIMES

Des organisations criminelles forcent des personnes, souvent des mineurs vulnérables, à commettre des délits et des crimes en vue d'en récolter les gains : vols à la tire, à l'arraché, au distributeur automatique de billets, cambriolages, vente de médicaments, de cigarettes ou d'objets volés, arnaque à la charité, obligation à dealer... Lors d'événements comme les Jeux Olympiques, les touristes venus en nombre représentent une cible idéale pour ces groupes criminels qui seront tentés de recruter de nouveaux jeunes pour saisir cette opportunité. Des adultes sont aussi parfois contraints par leur employeur d'utiliser des faux papiers (identité, permis de conduire).

LA MENDICITÉ FORCÉE

Les victimes de la mendicité forcée sont généralement de jeunes, voire très jeunes enfants, originaires de Roumanie. Ils vivent dans une grande précarité au sein de leur famille ou de leur communauté, coupés de l'école et du reste de la société. Les grandes manifestations sportives ou culturelles, et leur forte fréquentation, sont une opportunité pour ceux qui les exploitent d'augmenter leurs revenus en contraignant de nouveaux enfants à mendier.

EN 2022, EN FRANCE, SELON UNE ENQUÊTE MENÉE AUPRÈS DE 2 678 VICTIMES ACCOMPAGNÉES PAR 69 ASSOCIATIONS :



76%

Exploitation sexuelle



15%

Exploitation au travail



7%

Contrainte à commettre des délits



2%

Mendicité forcée

L'EXPLOITATION SEXUELLE

Lors des grands événements sportifs, le plus grand nombre de « clients » potentiels, du fait de l'afflux de touristes, mais aussi du contexte festif et d'un possible sentiment d'impunité lié au déplacement, représente une opportunité pour les exploiters et attire de nouveaux groupes criminels. Ceux-ci vont recruter massivement de nouvelles victimes contraintes de louer leurs corps pour couvrir les demandes.

4 RAISONS DE SOUTENIR LA LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION ET LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

UN PHÉNOMÈNE D'AMPLEUR

On l'a dit, le chiffre de 4363 victimes repérées par les associations est très en deçà de la réalité, du fait de la difficulté de déceler certaines formes d'exploitation, de la crainte de nombreuses victimes, sous emprise, d'entrer en contact avec des associations, et de l'invisibilité croissante des victimes d'exploitation sexuelle (de moins en moins présentes sur la voie publique, notamment du fait de l'utilisation par les exploiters proxénètes du numérique et des réseaux sociaux). La grande majorité des personnes repérées sont victimes d'exploitation sexuelle. Les autres formes de traite subies sont l'exploitation par le travail, l'esclavage domestique, la contrainte à commettre des délits (vols, arnaques, cambriolages, deal) et la mendicité forcée.

DES DÉGÂTS IMPORTANTS CHEZ LES VICTIMES

La traite des êtres humains cause des traumatismes importants chez les victimes. Celles-ci sont souvent exposées à des abus sexuels et émotionnels, des menaces et des agressions physiques et verbales, des privations de leurs besoins fondamentaux comme celui de dormir ou de manger suffisamment et correctement, des stratégies d'isolement et d'humiliation. Les effets sur leur état de santé physique comme psychologique sont délétères. Elles peuvent être sujettes à des cauchemars récurrents, des troubles du sommeil, une humeur dépressive voire des idées suicidaires, des comportements à risque, des abus de substances, une fatigue extrême, une importante perte ou prise de poids...

DES EFFETS NÉFASTES POUR LA SOCIÉTÉ

Outre le tort causé aux personnes victimes, la traite des êtres humains est nocive pour l'ensemble de la société. Elle génère de la pauvreté. Elle crée des poches de délinquance et de criminalité et alimente des réseaux criminels qui peuvent constituer une menace pour la démocratie. Elle remet en cause des valeurs fondamentales, socles de notre contrat social (protection de la dignité et de l'intégrité des personnes, accès à l'éducation et interdiction de travailler pour les enfants...). Enfin, notamment dans le cadre de l'exploitation par le travail, elle représente un manque à gagner pour la collectivité.



AMARA

EXPLOITÉ AU TRAVAIL

Je m'appelle Amara, j'ai 25 ans et je vis aujourd'hui à Paris. En 2022, j'ai participé à la construction du village olympique.



HAMZA

FORCÉ À VOLER

Je m'appelle Hamza, j'ai 21 ans. Je suis marocain. Il y a huit ans, j'ai quitté mon pays pour prouver à ma famille que je pouvais réussir ailleurs. En réalité, rien ne s'est passé comme je l'avais prévu.



LANA

« MARIÉE » À 13 ANS ET FORCÉE À MENDIER

Je m'appelle Lana et j'ai 15 ans. J'ai quitté la Roumanie pour la France à l'âge de 13 ans.



LISE

EXPLOITÉ SEXUELLEMENT À 15 ANS

Je m'appelle Lise, j'ai 19 ans. J'ai grandi dans un environnement paisible et au sein d'une famille aimante. Mais à 15 ans, ma vie a basculé et j'ai vécu des choses qui m'ont profondément marquée.

DES POLITIQUES COERCITIVES INEFFICACES

Face à un réseau qui exploite des personnes, souvent mineures, pour commettre des délits, la seule réponse répressive, qui consiste à arrêter et condamner les « petites mains », ne suffit pas. Au contraire, cela alimente le processus de traite car ces jeunes, qui agissent de manière contrainte ou sous emprise, sont utilisés comme « fusibles » par les exploiters. Une lutte efficace contre ces réseaux nécessite une stratégie de prévention auprès des potentielles victimes de traite (notamment les mineurs non

accompagnés, particulièrement vulnérables et exposés aux risques d'exploitation) et une concentration des moyens répressifs sur ceux qui profitent des délits.

De même, les politiques de lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation sexuelle telles qu'appliquées aujourd'hui en France tendent à invisibiliser les personnes victimes et à rendre plus difficile la prise en charge de ces victimes. Une démarche davantage centrée sur les droits des personnes victimes est à privilégier tout en luttant contre les trafiquants et tous ceux qui profitent de l'exploitation. ■

NOS RECOMMANDATIONS

UNE POLITIQUE EFFICACE DE PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION ET LA TRAITE EN FRANCE EST INDISPENSABLE.

Le Secours Catholique et ses partenaires, réunis au sein du collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains », jugent indispensable de mettre en place une politique efficace contre la traite et l'exploitation, surtout à l'horizon des Jeux Olympiques 2024 qui risquent de l'exacerber. Ils se réjouissent que leurs efforts aient amené le gouvernement à publier, le 11 décembre 2023, le 3^e plan national de lutte contre la traite, mais seront particulièrement attentifs à ce que **différents actes de ce plan d'action soient suivis d'effets** :

DÉVELOPPER EN FRANCE UNE POLITIQUE EFFICACE DE LUTTE CONTRE L'EXPLOITATION ET LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

- ▶ Repérer les personnes victimes d'exploitation et de traite sous leurs différentes formes pour une prise en charge globale, locale. Les orienter vers les institutions pour un accompagnement, une protection, la défense de leurs droits.
- ▶ Garantir un accompagnement global des personnes victimes.
- ▶ Créer un **mécanisme national d'orientation, d'accompagnement et de protection des personnes victimes**.

SENSIBILISER L'ENSEMBLE DE LA SOCIÉTÉ AUX RISQUES D'EXPLOITATION ET DE TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

- ▶ Faire tomber les idées reçues et sensibiliser le grand public et les professionnels aux risques de traite.

- ▶ Améliorer les statistiques pour mieux connaître les profils des personnes et les formes de traite.
- ▶ Inciter les entreprises à être vigilantes quant au respect des droits humains.
- ▶ Faire en sorte que les personnes contraintes à commettre des délits dans le cadre de la traite soit reconnues comme des victimes.

CONTRIBUER À LA FORMATION DES PROFESSIONNELS

- ▶ Apporter notre expérience associative des publics vulnérables (en prévention ou parce que victimes – avec elles –) auprès de la Police/préfecture, Magistrats/ Avocats/Justice, Santé, Éducation, Social. Le document « Agir contre l'exploitation en marge des grands événements sportifs » proposé par le Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains » est un outil utile pour cela.

GARANTIR UN ACCOMPAGNEMENT GLOBAL DES PERSONNES VICTIMES DURANT LES JEUX OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES

- ▶ Prévoir des lieux aménagés et un accueil en différentes langues aux abords des lieux de compétitions sportives pour que les personnes victimes puissent être immédiatement hébergées et protégées, accompagnées et qu'elles puissent porter plainte, démarche indispensable pour que la justice s'empare de la question.
- ▶ Favoriser les plaintes et les poursuites à l'encontre des exploiters. Pour cela, il faut cesser de poursuivre et de condamner les jeunes (et moins jeunes) contraints de commettre des délits, en les considérant d'abord comme victimes et en cherchant leurs exploiters.

Ce plaidoyer complète une démarche de sensibilisation contre l'exploitation en marge des grands événements sportifs, initiée par Le Secours Catholique - Caritas France qui coordonne le Collectif « Ensemble contre la traite des êtres humains ». La CNCDH, rapporteure nationale auprès des organisations internationales chargée d'évaluer les politiques en France sur la traite des êtres humains et la MIPROF, mission interministérielle ayant en charge la construction et mise en place d'un Plan national de prévention et de lutte contre la traite des êtres humains, soutiennent la démarche. Le livret propose des clés pour comprendre et des pistes pour prévenir et lutter contre l'exploitation. Il contribue à la formation des professionnels et bénévoles en risque d'être en contact avec des personnes victimes d'exploitation (de la police, de la justice, des services sociaux, de l'éducation, des sports et de la culture, de la santé...). 8 affiches interpellent.

Pour découvrir ces outils, voici le lien vers la page d'atterrissage en ligne de la campagne http://contrelatraite.org/agir_contre_L_exploitation_en_marge_des_grands_evenements_sportifs [Disponible en français, anglais et pdf numériquement accessible]

CONTACT SUR L'EXPLOITATION ET LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS :

Geneviève Colas, genevieve.colas@secours-catholique.org +33 (0)6 71 00 69 90